



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE ENVIRONNEMENT
Installations classées pour la**

Nice, le 26 JUIN 2013

protection de l'environnement

Affaire suivie par : Jocelyne Blondeau

T 04 93 72 28 59

F 04 93 72 28 05

jocelyne.blondeau@alpes-maritimes.gouv.fr

ENV/ICPE/MED

RAR

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre d'une visite d'inspection de votre établissement situé au lieu-dit « Le Plan de Grasse », effectuée le 21 mai 2013, l'inspecteur des installations classées a constaté un écart aux dispositions de votre arrêté préfectoral d'autorisation n° 12975 du 15 juin 2007.

En conséquence, je vous mets en demeure, par arrêté ci-joint, de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les prescriptions applicables à vos installations, dans les délais fixés à compter de la présente notification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G 3393

Gérard GAVORY

Monsieur le Directeur
Société CHARABOT PLAN
10, avenue Emmanuel Baudoin
06130 Grasse

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection
des populations des Alpes-Maritimes
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Société CHARABOT PLAN
Le Plan de Grasse – Grasse**

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre I, et notamment ses articles L. 511 à L.517 et R. 512-33-II ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article R.511-9 du code de l'environnement;

VU l'arrêté préfectoral n° 12975 du 15 juin 2007 autorisant la société CHARABOT à exploiter les installations détaillées dans ledit arrêté dans son établissement situé 108, route du Plan, sur le territoire de la commune de Grasse ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 13 juin 2013, pour faire suite à la visite d'inspection du 21 mai 2013 ;

CONSIDERANT que les installations de la société CHARABOT citées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ne respectent pas les prescriptions de l'article 4.3.6 du même arrêté ;

CONSIDERANT que ces écarts à la réglementation sont de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 :

La société CHARABOT PLAN dont le siège social est situé 10, avenue Emmanuel Baudoin – 06130 Grasse, est mise en demeure, dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de ses installations implantées Chemin Saint Marc au « Plan de Grasse » à Grasse, de se conformer aux prescriptions antérieurement édictées selon les détails et délais énoncés ci-après.

Arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 2007		
Article	Prescriptions	Délais
4.3.6	(...) les effluents doivent également respecter la caractéristique suivante : - ph compris entre 5,5 et 8,5	3 mois

Les délais mentionnés ci-dessus sont à compter du jour où le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 2 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société CHARABOT PLAN,
- au sénateur maire de Grasse,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **26 JUIN 2013**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G 3393



Gérard GAVORY

LA POSTE



AVIS DE RECEPTION DE VOTRE ENVOI RECOMMANDE

2C 047 396 8969 7

▲ RÉFÉRENCES CLIENT ▲

Présenté / Avisé le :

27.05.13

Distribué le :

27.05.13

Signature du destinataire :

CONTRE-REMBOURSEMENT

M. Jean-Luc J. J. J.
Société J. J. J. J. J.
10, avenue J. J. J. J. J.
06130 GRASSE

RETOUR A :

AVIS DE RÉCEPTION

A R